

Porto Alegre : soif d'idées neuves

par Yves Dimicoli

Après le rassemblement de Seattle contre l'OMC, puis celui de Prague contre le FMI, après l'impressionnante manifestation au sommet européen de Nice, le premier Forum social mondial, qui s'est tenu à Porto Alegre (Brésil) du 25 au 30 janvier dernier, constitue un événement très important.

Bien au-delà de sa symétrie symbolique et très médiatisée avec le Forum de Davos réunissant au même moment en Suisse le ghotta du capitalisme financier mondial, il a indiqué de formidables potentiels nouveaux de convergences de luttes et de co-élaboration pour intervenir sur les processus de mondialisation, afin de les réorienter.

Cette rencontre inédite a été caractérisée par une forte participation : 4 000 délégués mandatés par des syndicats, associations, ONG et autres, 13 000 participants venant de 125 pays, 200 parlementaires, 900 ONG... travaillant cinq jours durant dans 400 ateliers et tables rondes.

On notait la jeunesse et l'enthousiasme des participants en forte majorité latino-américains (brésiliens, argentins et uruguayens surtout).

Trois clefs du succès

Trois facteurs fondamentaux de succès se sont conjugués pour faire de ce Forum, sur le thème « *un autre monde est possible* », un événement qui fera date.

C'est d'abord la volonté unanime des acteurs de ne pas s'en tenir à une protestation contre la mondialisation actuelle. Sans rien céder sur le terrain de la dénonciation, il s'agissait surtout, à Porto Alegre, d'engager le débat et la recherche sur les voies d'une alternative.

Annoncée dès avant le Forum par ses organisateurs, parmi lesquels on



notait particulièrement la municipalité de Porto Alegre et l'Etat du Rio Grande do Sul dirigés par le Parti des travailleurs du Brésil (PT), la puissante CUT (Confédération ouvrière du Brésil) et ATTAC, cette intention forte a été répétée à plusieurs voix tout au long des séances plénières et des ateliers.

Seconde clef du succès : la volonté de ne pas s'en tenir à des discours généraux, aussi brillants soient-ils, mais de développer des réflexions de portée opérationnelle, tournées vers l'action et la réalisation, avec des éléments de solutions concrètes qui soient à la portée des luttes pratiques.

Enfin ça a été la conscience très majoritaire, précisément, de la nécessité d'interventions citoyennes, sans attendre que les solutions tombent « toutes cuites » du sommet des Etats et de leurs ententes.

Le fait que le Forum social mondial ne se soit conclu sur aucune déclaration solennelle peut paraître paradoxal. Cependant c'était là la règle du jeu annoncée initialement. Certains tentèrent certes de la remettre en cause. Mais cela échoua devant l'am-

pleur des résistances et face à l'extrême pluralité des approches.

Cependant divers communiqués significatifs ont été faits.

Ca a été le cas, d'abord, du « Forum des parlementaires » annonçant la création d'un réseau parlementaire mondial, pour mieux coordonner les interventions sur certains enjeux essentiels (droits de l'homme, égalité hommes-femmes, libre circulation des personnes...) dans les assemblées respectives, contrôler plus efficacement ensemble l'action des gouvernements dans les grandes négociations internationales et constituer des groupes de travail transnationaux en lien avec les mouvements sociaux.

Condamnant « *la marchandisation et la privatisation des biens publics et des services publics répondant aux besoins essentiels des populations* », la déclaration des parlementaires « appelle à soutenir les campagnes en cours pour l'annulation de la dette, la taxe Tobin, la suppression des paradis fiscaux, le respect des engagements de Rio, le refus du brevetage du vivant, une réforme profonde de l'OMC et des institutions financières internationales, les

objectifs de la marche mondiale des femmes».

Il y a eu aussi un « Appel de Porto Alegre pour les prochaines mobilisations » lancé par 184 organisations sociales représentées. Exigeant l'annulation sans condition de la dette extérieure des pays du sud, elles réclament aussi, outre l'instauration d'une taxe Tobin, la suppression des paradis fiscaux. Se déclarant opposées « à toute forme de privatisation des ressources naturelles et des biens publics », elles plaident pour la fin des « restrictions concernant les mouvements de population ». Par ailleurs, demandant « un système commercial juste et qui garantisse le plein emploi, l'autosuffisance alimentaire, des échanges équitables et la prospérité locale », elles appellent à soutenir les mobilisations « contre la création de la zone de libre échange des Amériques ». On note enfin l'exigence que le FMI, la Banque mondiale et les banques régionales, l'OMC, l'OTAN et d'autres alliances militaires « cessent d'interférer dans les politiques nationales ».

De façon un peu moins générale cet appel propose aussi un calendrier de rendez-vous pour mobiliser « l'opposition au néolibéralisme » avec, particulièrement, le sommet du G-8 à Gênes (Italie) du 15 au 22 juillet, et les assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale à Washington (États-Unis) du 28 septembre au 4 octobre.

Le Forum social mondial connut une certaine agitation autour d'un José Bové maniant avec dextérité sa médiatisation. Invité par le MST (mouvement des paysans sans terre), avec les représentants du PCF à Porto Alegre, à soutenir l'occupation par 1 500 paysans d'une unité de Monsanto produisant du maïs transgénique, interdit dans l'État du Rio Grande do Sul, il donna l'occasion à l'organisation paysanne brésilienne, très populaire et créative, d'accéder aux médias occidentaux.

Mais, au-delà, tous les participants à la rencontre de Porto Alegre, dont particulièrement J. P. Stedile, le charismatique dirigeant du MST, ont manifesté l'espoir qu'elle ne soit pas un feu de paille.

Des limites et contradictions

Le risque, d'ailleurs, n'est pas nul, car des limites et contradictions significatives ont aussi marqué l'ensemble du Forum.

D'abord, tout le monde a noté la faible participation des africains et la quasi-absence des asiatiques quand, en ce qui concerne les européens, les français étaient sur-représentés.

On a pu relever aussi l'extrême insuffisance, en réalité, des réflexions et du travail sur les alternatives de portée systémique à la mondialisation capitaliste.

Ce n'était pas le moindre des paradoxes de constater que, plus le Forum affirmait son intention de ne pas s'en tenir à la dénonciation et promouvoir des solutions neuves et plus, en fait, il tendait à ne traiter que du diagnostic des méfaits de la mondialisation actuelle.

Les pistes de proposition avancées dans les divers communiqués témoignent d'ailleurs de cette difficulté récurrente du mouvement à aller au-delà d'intentions générales, certes très suggestives.

Cela a facilité, sans doute, les tentatives de promotion de fausses alternatives ou d'expérimentations sans véritable portée systémique.

Il était naturel, bien sur, que le Forum de Porto Alegre mette en avant l'expérience originale du « budget participatif », avec des dirigeants du PT brésilien en recherche de reconnaissance internationale et déjà engagés dans la bataille de l'élection présidentielle au Brésil face au social-démocrate Cardoso. Cette expérience, tout à fait passionnante, demeure cependant très locale, sans développer, pour l'heure, une ambition radicale et réaliste de transformation des processus de mondialisation.

Mais on a pu noter aussi les efforts considérables des dirigeants français, très actifs au Forum, pour assurer la promotion des idées de « régulation » sociale-démocrate telles qu'elles ont pu commencer à être systématisées, de Lionel Jospin à Bill Clinton, lors du séminaire de Florence sur la gouvernance mondiale des 20 et 21 novembre 1999.

La protestation contre la marchandisation du monde, aux accents souvent très radicaux et enthousiastes, tendait ainsi à être captée en pratique par deux types d'approche dominante : des options de « résistance » locale comme le « budget participatif » très attractives mais dépourvues de visée systémique nouvelle d'un côté ; des options de « régulation » porteuses, elles, d'une ambition systémique, mais seulement pour

contenir quelque peu, minimiser ou corriger les effets de la mondialisation d'un autre côté.

Mais en pratique aucune de ces deux approches dominantes ne posait la question d'une maîtrise sociale radicale des marchés pour commencer à les dépasser, avec des propositions dans ce sens.

Il est important cependant de relever que le Forum ne s'est pas contenté d'avancer la proposition d'une taxe Tobin, assez largement reconnue désormais comme insuffisante face à l'ampleur de la domination des marchés financiers et du dollar.

Cependant, en lui ajoutant l'intention d'une annulation de la dette des pays du sud et d'une lutte contre les paradis fiscaux, il n'a mis en avant que des mesures de correction ou de pénalisation, alors qu'il faudrait faire grandir l'exigence précise de financements alternatifs à ceux du marché financier, avec un système de pouvoirs ouvert à l'intervention décentralisée des salariés, des citoyens, des élus.

C'est d'ailleurs dans ce sens que le PCF, représenté à Porto Alegre, a porté l'idée d'une monnaie commune mondiale (alternative au dollar, elle serait construite à partir des Droits de tirage spéciaux d'un FMI radicalement réformé) et de monnaies communes zonales (du type Euro, mais pas pour les placements financiers) pour un nouveau crédit sélectif favorable à l'emploi et à la formation dans le monde entier. Cette proposition a suscité débat et intérêt. Approuvée nettement par l'économiste belge Eric Toussaint, l'idée de monnaie commune mondiale a été récusée par l'économiste brésilien Lucianno Couthino, avec des arguments souvent très proches de ceux de la Banque mondiale. Il s'est dit cependant d'accord avec l'idée de monnaies communes zonales.

Dépasser la coupure entre le social et le politique

L'une des faiblesses radicales du Forum social mondial tenait au fait que ses promoteurs, sous prétexte de donner la parole à la « société civile », avaient décidé officiellement de tenir hors jeu « les politiques ».

Cela fut relevé par plusieurs observateurs. C'est ainsi que le journal des alternatifs « Rouge et Vert » du 16 février dernier relevait, dans le cadre

d'une interview de René Passet, président du Conseil scientifique d'ATTAC : « Il y avait lors du Forum, la volonté, en particulier d'ATTAC et de l'ABONG, d'exclure les organisations politiques », appréciation que R. Passet, dans ses réponses, n'a nullement contredite.

Et il est vrai que, « pour des raisons franco-françaises » selon un membre brésilien du Comité d'organisation du Forum, la délégation du PCF n'a pu recevoir de mandats de délégué.

Pour autant, bien que officiellement réservés aux représentants de la société civile, les séances plénières du Forum ont permis aux responsables du PT brésilien, mais aussi à deux ministres (Hascoët et Huwart) et un ancien ministre (Chevènement) du gouvernement Jospin d'intervenir en tribune.

C'est ainsi, par exemple, que, lors d'une séance complaisamment présidée par Bernard Cassen, du *Monde diplomatique*, on a pu entendre F. Huwart vanter l'Etat français qui, selon lui, parle « d'une seule voix » à Porto Alegre comme à Davos et agit

au mieux pour freiner la déréglementation des marchés internationaux. Il fut copieusement conspué par la salle largement composée de brésiliens. L'incident mit dans l'embarras nombre de délégués français, notamment d'ATTAC.

En réalité, cette coupure entre mouvement social et politique fut, donc, très sélective. Et elle permit à certaines personnalités politiques d'avoir le monopole du dialogue avec les représentants du mouvement social et les médias.

Certes, une tentative originale, et qui mérite d'être attentivement suivie, a été faite avec le « Forum des parlementaires » où Francis Wurtz, président du groupe de la gauche unie européenne au parlement de Strasbourg, fut très actif.

Cela favorisa une certaine montée du politique au sein du Forum social. Mais cependant les deux Forums sont restés largement cloisonnés.

En limitant la politique aux parlementaires cela a pu même entretenir une vision très délégataire de la

démocratie politique. On éliminait ainsi toute la dimension militante, certes à rénover profondément mais pourtant nécessaire, d'une nouvelle construction permettant de faire évoluer la démocratie délégataire vers une démocratie participative.

Au total les modalités d'organisation du Forum ont permis que, coté français, on fasse entendre surtout un discours ne recherchant pas un véritable dépassement : celui de corrections minimales respectant le système et celui de la sociale-démocratie française en quête de reconnaissance mondiale pour un leadership européen face aux Etats-Unis.

Ces limites et contradictions devraient permettre d'avancer dans le travail commun en renouvelant la conception d'un Forum qui a été marquant, afin de faire de sa deuxième édition l'an prochain un véritable moment de dialogue et de confrontation sur les solutions alternatives aux voies ultra et sociale-libérales, articulant le politique, le social et l'économique. ■

ABONNEMENT

- FRANCE 1 an : 320 F 2 ans : 620 F
- TARIF ETUDIANT 1 an : 280 F 2 ans : 550 F
- ETRANGER 1 an : 480 F (frais de port par voie maritime inclus)

Nom : Prénom :

Entreprise ou organisation :

Adresse :

Ville :

Code postal :

Tél :

Abonnement à partir du n°

pris

à envoyer

Règlement

espèce

chèque postal ou bancaire

sur facturation (pour un organisme)

Economie et Politique - 2, place du Colonel Fabien
75019 Paris - Tél : 01.40.40.13.49 - 01.40.40.13.47 - Fax : 01.40.40.13.95